



**PRÉFET
DU
PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

PRÉFECTURE DU PUY-DE-DÔME
ARRÊTE N°

20232070

ARRÊTÉ

portant exonération de la taxe générale sur les activités polluantes pris en application de l'article 266-sexies-II-1-terdecies du code des douanes pour les déchets présents sur le site anciennement exploité par les sociétés Selectis et Selectis Eco Recyclage, 1 rue Michel Servet à Riom

Le préfet du Puy-de-Dôme,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code des douanes ;

Vu le décret n° 2019-1176 du 14 novembre 2019 pris pour l'application du b du 1 octies et du 1 terdecies du II de l'article 266 sexies du code des douanes ;

Vu la convention de financement signée entre l'ADEME et la communauté d'agglomération Riom Limagne Volcans pour l'enlèvement des déchets présents sur le site anciennement exploité par les sociétés Selectis et Selectis Eco Recyclage, 1 rue Michel Servet à Riom ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées faisant suite à la visite du 22 mai 2023 du site anciennement exploité par les sociétés Selectis et Selectis Eco Recyclage, 1 rue Michel Servet à Riom ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 27 novembre 2023 ;

Considérant que l'article 266-sexies-II-1-terdecies du code des douanes prévoit que la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) ne s'applique pas pour les réceptions de déchets en provenance d'un dépôt non autorisé de déchets abandonnés dont les producteurs ne peuvent être identifiés et que la collectivité territoriale chargée de la collecte et du traitement des déchets des ménages n'a pas la capacité technique de prendre en charge ;

Considérant que les déchets présents sur le site anciennement exploité par les sociétés Selectis et Selectis Eco Recyclage, 1 rue Michel Servet à Riom, constituent de fait aujourd'hui un dépôt non autorisé de plus de 10.000 t de déchets ;

Considérant qu'au vu de ce tonnage la collectivité territoriale chargée de la collecte et du traitement des déchets des ménages n'a pas la capacité technique de les prendre en charge ;

Considérant que la prise en charge financière du transport de ces déchets a été approuvée par les services de la direction générale de prévention des risques du Ministère de la Transition Ecologique, laquelle a accepté de mobiliser une enveloppe de 400.000 euros au titre du dispositif ADEME de prise en charge des sites orphelins, pour le chargement et le transport de ces déchets vers l'installation de stockage de déchets non dangereux de Puy-Long, sur la commune de Clermont-Ferrand ;

Considérant qu'une convention portant sur la prise en charge financière du chargement et du transport de ces déchets jusqu'à l'installation de stockage de déchets non dangereux de Puy-Long sur la commune de Clermont-Ferrand, a été signée entre l'ADEME et la communauté de communes Riom Limagne Volcans fin 2022 ;

Considérant qu'une opération d'évacuation de déchets a pu être montée en décembre 2017 au cours de laquelle 920 tonnes de déchets ont pu être évacuées par les principaux producteurs ayant apporté leurs déchets à la société Selectis ;

Considérant qu'une demande similaire d'évacuation de déchets a été initiée auprès des principaux acteurs économiques identifiés comme ayant apporté leurs déchets à la société Selectis Eco Recyclage ;

Considérant le refus des principaux acteurs économiques identifiés comme ayant apporté leurs déchets à la société Selectis Eco Recyclage, de prendre en charge l'évacuation de ces déchets ;

Considérant que la responsabilité des producteurs de déchets aujourd'hui présents sur le site anciennement exploité par les sociétés Selectis et Selectis Eco Recyclage, 1 rue Michel Servet à Riom, ne peut en pratique être recherchée :

- de par le mode de calcul des quantités de déchets à évacuer qui a servi de base aux demandes d'enlèvement, du fait du mélange des déchets ;
- de par l'incertitude liée à la fiabilité des informations concernant le registre des déchets admis au sein de l'installation Selectis Eco Recyclage ;

Considérant par conséquent que la fragilité de la mise en cause des acteurs économiques identifiés comme ayant apporté leurs déchets à la société Selectis Eco Recyclage, rend impossible toute tentative visant à les contraindre à procéder à l'évacuation de leurs déchets ;

Considérant de plus que les déchets actuellement présents sur le site anciennement exploité par les sociétés Selectis et Selectis Eco Recyclage, 1 rue Michel Servet à Riom, sont constitués pour une part importante, par des apports non tracés, effectués après la cessation d'activité des deux sociétés ;

Considérant l'accord du VALTOM pour accueillir gracieusement les déchets actuellement présents sur le site anciennement exploité par les sociétés Selectis et Selectis Eco Recyclage, 1 rue Michel Servet à Riom, dans son installation de stockage de déchets non dangereux de Puy-Long sur la commune de Clermont-Ferrand ;

Considérant que la taxe générale sur les activités polluantes a été payée par les producteurs de ces déchets à la société Selectis Eco Recyclage, sans que leur élimination n'ait été réalisée ;

Considérant qu'il serait manifestement inapproprié de rendre le VALTOM redevable du paiement de la taxe générale sur les activités polluantes pour les déchets actuellement présents sur le site anciennement exploité par les sociétés Selectis et Selectis Eco Recyclage, 1 rue Michel Servet à Riom, au vu de l'effort financier consenti par ce syndicat (de l'ordre de 900.000 euros), pour leur prise en charge à titre gracieux, au sein de son installation de stockage de déchets non dangereux de Puy-Long ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Puy-de-Dôme,

ARRÊTE

Article 1

La prise en charge des déchets actuellement présents sur le site anciennement exploité par les sociétés Selectis et Selectis Eco Recyclage, 1 rue Michel Servet à Riom (parcelles cadastrales en annexe au présent arrêté), par le VALTOM dans son installation de stockage de déchets non dangereux de Puy-Long à Clermont-Ferrand, est exonérée du paiement de la taxe générale sur les activités polluantes en application de l'article 266-sexies-II-1-terdecies du code des douanes.

La quantité de déchets bénéficiant de l'exonération ci-dessus est estimée à 10.000 tonnes.

Article 2

Le VALTOM tient une comptabilité séparée mentionnant la provenance de chaque apport de déchets visé à l'article 1 ci-dessus, réceptionnés dans son installation de stockage de déchets non dangereux de Puy-Long à Clermont-Ferrand.

Article 3

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Puy-de-Dôme pendant une durée minimale d'un mois et au recueil des actes administratifs du département.

Article 4

Le présent arrêté sera notifié au VALTOM. Copie en sera adressée à :

- Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Puy-de-Dôme,
- Monsieur le directeur général des douanes et droits indirects,
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Clermont-Ferrand, le

05 DEC. 2023

Le Préfet,



Joël MATHURIN

Voies et délais de recours

En application des articles L.411-2 et R.421-1 à R.421-7 du Code de justice administrative, et de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification, soit d'un recours administratif soit d'un recours contentieux.

Le recours administratif gracieux est présenté devant l'auteur de la décision.

Le recours administratif hiérarchique est présenté devant le supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision.

Chacun de ces deux recours administratifs doit être formé dans les 2 mois à compter de la notification de la décision.

Le silence gardé par l'autorité administrative saisie pendant plus de 2 mois à compter de la date de sa saisine vaut décision implicite de rejet. Cette décision implicite est attaquable, dans les 2 mois suivant sa naissance, devant la justice administrative.

Le recours contentieux doit être porté devant la juridiction administrative compétente : Tribunal administratif, 6 Cours Sablon, 63033 Clermont-Ferrand Cedex. Le tribunal administratif peut aussi être saisi depuis l'application « telerecours citoyen », disponible sur le site internet suivant : <https://citoyens.telerecours.fr/>

ANNEXE

Emprise cadastrale des déchets présents sur le site anciennement exploité par les sociétés Selectis et Selectis Eco Recyclage, 1 rue Michel Servet à Riom

parcelles propriété de la SCI DOVE :

- ♦ BL n° 84, 97, 197
- ♦ BM n° 26, 27, 28, 31, 32, 287 et 289

parcelles propriété de la communauté de communes Riom Limagne Volcans :

- ♦ BM n° 225
- ♦ BM n° 230
- ♦ BM n° 217.